

Comprendre le changement culturel en Algérie et au Maroc

Tassadit Yacine

L'Afrique du Nord (et plus particulièrement l'Algérie et le Maroc) franchit une étape nouvelle dans son histoire culturelle qui, certainement, s'ouvrira sur un avenir dont les horizons seront indéniablement différents de ce qu'avaient projeté les nationalistes des années quarante (l'Istiqlal, au Maroc, le mouvement national, en Algérie) ou les religieux des décennies antérieures (tels les oulémas en Algérie).

La tentative de changement de politique culturelle, amorcée actuellement, a pour genèse des événements politiques internationaux (les divisions Est/ Ouest) mais aussi ceux qui se déroulent au Proche Orient, en particulier la chute de Saddam Hussein et ses conséquences politiques sur l'ensemble de la région, comme la fin de l'idéologie du parti Baath – ayant joui d'une influence considérable sur les jeunes nations au sortir de la colonisation – ; sans oublier le poids des institutions européennes (en particulier la Commission) et les pressions exercées pour amener cette région à plus de démocratie et donc plus de droits culturels pour des populations qui sont loin de constituer des minorités au plan démographique.

Ces pays détenteurs de richesses naturelles considérables (pétrole, gaz, phosphates) occupant un large espace (Algérie, Maroc, Libye) et qui ont pour culture commune l'amazighité, certes, mais également l'arabité. Cette dernière leur vient de la conquête musulmane (au VIIe siècle), d'où la présence d'un parler arabe (dit *darija*) que pratique un nombre important de locuteurs. La francité et l'hispanité et la culture italienne ont également été introduites suite aux visées coloniales qui ont caractérisé la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle.

Dans le projet européen de domination de l'Afrique, l'Afrique du Nord (dite aussi l'Afrique blanche) échet à la France. La Tunisie (1881) et le Maroc (1912) furent des protectorats tandis que pour l'Algérie, ce fut une véritable politique de colonisation qui fut instaurée dès 1830 et qui va durer un siècle et demi.

Ces processus politiques exercés sur le long terme ont des effets d'une importance capitale sur les langues, les cultures et les représentations du

monde des dominés dans la mesure où leurs pratiques se sont vues dévaluées au profit des langues dominantes.

Cette stratégie de mise à l'écart des cultures autochtones (quand elle ne vise pas purement et simplement à leur effacement) est en réalité un vaste programme politique qui se fonde sur la domination psychologique et affective des populations. Cette dernière étant plus opérationnelle que les luttes ouvertes, dans la mesure où le combat est non seulement programmé sur le long terme, mais vise également à ce que les groupes procèdent à leur propre dépréciation au point de renoncer eux-mêmes à ce qui fait leur identité propre.

L'arabe s'est servi de l'islam pour se proclamer langue supérieure, donc élue (voire sacrée) pour exprimer le message divin sur terre et par voie de conséquence encline à imposer une légitimité. De là tous ceux qui se réclament de cette culture et de cette civilisation se considèrent comme des élus destinés de fait et de droit à exercer un pouvoir politique et à privilégier leur langue dans la transmission des valeurs sociales et culturelles. Il semble, en apparence en tout cas, que le français uti-

lise d'autres arguments pour asseoir sa légitimité durant la colonisation. Différente par la forme mais fondamentalement la même dès lors qu'elle se proclame détentrice d'une mission laïque, fondée sur un jacobinisme pensé comme universel et donc perçu comme modèle politique applicable sur une large échelle. La supériorité civilisationnelle de la France est intrinsèque à un humanisme lié aux droits de l'homme.

Mais, dans tous les cas, la domination culturelle n'est pas sans lien avec le politique et l'économique. En réalité, l'opération est encore plus vaste car en plus de l'espace, des richesses, elle vise, proprement parler, à procéder à l'effacement de tout ce qui caractérise la personnalité d'un peuple, en somme ce qui détermine et forme sa culture, son identité, son histoire. Les plus exposées à ce risque ce sont à la fois les pays les plus affaiblis par les dominations coloniales (au sens large) et les plus éloignés des centres légitimes de la culture.

Mais aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ce stratagème n'est pas le seul fait des anciens

L'amazighe restera cette épine plantée tant qu'une politique ne sera pas menée dans l'esprit de l'égalité et l'autonomie

colonisateurs. Le terrible piège est de constater que les Etats nationaux ont été amenés à user des mêmes procédés de domination que leurs anciens oppresseurs, à qui ils ont purement et simplement emprunté la devise jacobine, à une exception près : un peuple, une langue, une religion.

L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, la Libye, entre autres (à l'exception de la Tunisie sous Habib Bourguiba), ont inscrit leur lutte dans le champ politique arabe ; ces nations qui font l'objet de telles projections n'appartiennent pas objectivement à l'aire arabe : ce sont des espaces annexés à l'Orient grâce à l'islam. Sans doute faut-il voir là une preuve d'un procès d'arabisation non achevé. En raison de cette appartenance africaine (blanche, noire, métisse), l'Afrique du Nord n'est pas ethniquement arabe : cette réalité peut rendre explicite un certain excès de zèle – en vue de procéder également à une homogénéisation ethnique – à l'instar de pratiques d'une période révolue.

Ainsi le peuple reconstitué à partir de la langue et de la religion va redonner un nom au peuple nord-africain qui n'est pas celui qui existe dans sa diversité mais celui que les pouvoirs ont décidé de faire exister : le peuple « élu » par excellence, supposé descendre en droite ligne du Prophète ou de son ethnie.

Ce rappel n'est qu'un préambule permettant de comprendre les raisons d'une longue lutte au sein du mouvement national algérien surtout (puisque c'est ici que cette question a été soulevée dès 1949), puis tout au long de la post-indépendance jusqu'aux années quatre-vingts qui conduisirent aux événements sanglants de 2001 qu'a connus la jeunesse kabyle et dont le vif écho s'est fait sentir dans la région.

Si la Kabylie (en Algérie) en particulier, a été à la pointe du combat pour sa langue et sa culture et si

la répression a été féroce, c'est en réalité parce que cette question affecte les fondements de l'Etat-nation et la nature même du pouvoir. C'est dans ce même cadre qu'il faut replacer les événements survenus depuis 1990 et qui ne sont pas sans conséquence sur les régions amazighes. Ces dernières ne peuvent trouver leur place réelle que dans un Etat de Droit.

Au nom de stratégies de pouvoir, les différents clans au sommet de l'Etat et de l'armée vont se servir d'une colère entretenue et généralisée et ainsi instrumentaliser à outrance la question berbère. Le jeu est on ne peut plus clair depuis 1992.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce n'est pas l'Algérie qui tente – dans l'immédiat – d'apporter une véritable solution à l'amazighité malgré une prise de conscience populaire aiguë et malgré des tentatives d'institutionnalisations (HCA, créations de centres universitaires à Tizi-Ouzou et à Bedjaia), mais le Maroc voisin, qui a pris les devants dans l'espoir d'éviter le pire et d'offrir une image d'ouverture et de changement en rupture avec les « années de plomb ».

C'est dans cet esprit que s'expliquerait la création d'une institution qui mobilise de très

grands moyens et de nombreux chercheurs pour mettre en place la recherche. Au niveau de sa conception, la monarchie n'a pas lésiné sur les moyens, restent les possibilités de réalisation qui incombent à la pratique et à la responsabilité des chercheurs : eux, seuls, détermineront l'objectif véritable et le sens qu'il conviendra de donner à ce projet.

Au cœur de l'histoire de l'Afrique du Nord, la culture amazighe restera cette épine plantée tant qu'une véritable politique ne sera pas menée dans un esprit de justice, d'autonomie et d'égalité sociale loin des jeux et des enjeux politiques. ■



Mzouda. Danse berbère dans un village près de Marrakech. / MAGNUM